Agriculteurs français et développement international



Lettre hebdo n°261, du 8 au 14 juin 2009

Aide au développement : la France et l'Italie critiquées

Un rapport publié le 11 Juin par l'ONG <u>ONE</u> dénonce le non respect par la France et l'Italie de leurs engagements pris en 2005 en matière d'aide publique au développement (APD) à l'Afrique. En 2005, à Gleneagles, le G8¹ s'était engagé à augmenter de plus de 26 milliards de dollars son aide à l'Afrique d'ici 2010, montant qui a été par la suite ramené à 21,8 milliards. Selon ce rapport, « l'exécution des engagements de la France est décevante et la performance de l'Italie est un échec cuisant ». Ces deux pays « n'ont fourni qu'un tiers de l'aide supplémentaire promise » alors que les deux tiers de la période sont écoulés. Pour ONE, « La France et l'Italie sont responsables de 80% des fonds manquants » et « en 2008, la France est arrivée pour la première fois derrière l'Allemagne en volume d'aide apportée à l'Afrique ». Alain Joyandet, le secrétaire d'Etat français à la coopération, a rétorqué que la France n'était pas en avance mais qu'elle n'était pas non plus en retard.

En matière agricole, si le G8 a inversé le déclin de l'aide sur ce secteur, ONE estime néanmoins qu'elle reste encore « modeste par rapport aux autres secteurs et largement insuffisante pour contribuer véritablement à une amélioration à long terme de la production agricole ». Pour ONE, le G8 doit désormais « offrir un meilleur financement et un cadre politique plus cohérent pour soutenir les investissements dans le développement agricole ».

G8 développement : pour une meilleure efficacité de l'aide ?

Les 11 et 12 juin à Rome, les ministres du développement du G8 sont parvenus à un accord sur une série d'engagements visant à augmenter l'efficacité de l'allocation de l'aide financière aux pays en développement pour tenter de faire face à l'impact de la crise économique. Les participants ont réaffirmé les objectifs issus de la réunion du G20 tenue en avril à Londres et ceux du sommet de 2005 à Gleneagles. Le communiqué final souligne la nécessité d'apporter « une réponse ferme, cohérente et coordonnée à la crise économique. La récession économique mondiale, qui s'ajoute aux effets négatifs des crises énergétique et alimentaire, a sévèrement saboté la croissance économique dans le monde ».

Les ministres ont abordé la question d'une « meilleure représentation » de l'Afrique au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale et la mobilisation de « moyens substantiels » pour l'aide au développement en Afrique. Ils ont ainsi proposé de « réduire de 50% les commissions sur les transferts d'argent des immigrés » vers leur pays d'origine, ce qui permettrait de dégager « entre 12 et 15 milliards de dollars » par an. Le sommet a également été l'occasion « d'aborder l'aide publique au développement, en prenant en compte l'ensemble de ce qui peut favoriser l'Afrique, c'est-à-dire l'aide directe des Etats, l'épargne des immigrants, les contributions privées et les financements innovants », selon Alain Joyandet. Le secrétaire d'Etat français à la coopération a aussi expliqué que l'élaboration d'un véritable plan de relance de l'agriculture africaine fait « la quasi-unanimité ».

19^e Forum économique mondial (WEF) sur l'Afrique

Le 19^e Forum économique mondial (WEF) sur l'Afrique s'est tenu en Afrique du Sud du 10 au 12 juin. Ce sommet avait pour objectif « d'amener les leaders africains et internationaux à discuter ensemble des conséquences de la crise en Afrique ». Alors que de nombreux pays industrialisés sont entrés en récession, l'Afrique devrait enregistrer une expansion de 2% en 2009, selon le Fonds monétaire international (FMI). Pour la directrice générale de la Banque mondiale, Ngozi Okonjo-lweala, l'Afrique apparaît ainsi « plus propice pour les investissements que de nombreuses autres régions du monde ». « L'Afrique offre de nombreuses opportunités (...). Le défi revient aux dirigeants : sommes-nous capables de voir ces occasions, sommes-nous capables d'utiliser les structures appropriées et d'en tirer avantage? » s'est interrogé le président sud-africain Jacob Zuma. Au cours des débats, Omari Issa, le directeur général de l'Etablissement pour le climat des investissements en Afrique (ICF), a expliqué que « les investisseurs vont regarder l'Afrique comme une opportunité, mais si l'environnement n'est pas prometteur, ils partiront. Si au contraire, ils trouvent un environnement favorable pour faire des affaires, ils resteront et feront des émules ».

De nombreux participants, à l'image de Jian Jianqing, le président de la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC), ont souligné que l'Afrique constitue, un « point chaud pour l'investissement ». Celui-ci explique que « le retour sur investissement y est en moyenne de 24 à 30% contre 16 à 18% dans les pays développés ». Ngozi Okonjo-lweala a cependant rappelé qu'au-delà des investissements privés, l'aide internationale demeure « vitale pour que les pays africains surmontent la crise ».

Sources: AFP, Reuters, Les Echos, ONE, WEF.

-

¹ Le G8 est composé de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, de la Russie et également de l'Union européenne.